

3èmes REAF - Proposition de communication
Atelier "Regards croisés sur la crise malienne: réseaux, sites et temporalités"

Stéphanie Lima
Maître de conférences en géographie
Centre Universitaire Champollion, Albi
Lisst-Cieu, Université de Toulouse 2-Le Mirail

Crise de la décentralisation et retour des territoires

Sous la Troisième République, la mise en oeuvre de la réforme de décentralisation est présentée comme une double rupture, sur le plan territorial, d'une part, et sur le plan politique d'autre part. Malgré une recomposition politico-territoriale locale inédite, avec l'avènement de 703 communes et conseils municipaux, le décrochage des niveaux supérieurs (cercles et régions) dans ce mouvement de refonte spatiale renvoie aux limites d'une "révolution" largement inachevée (Lima, 2013). Ainsi, dès 1999, les premières élections communales ouvrent l'espace local aux formations politiques ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers, aussi impatients les uns que les autres d'investir ce terrain. Entre 2001 et 2007, le dispositif d'appui technique et financier aux communes (PACT, Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales) augure quant à lui d'une mouvance recentralisatrice qui se poursuivra sous ATT, dont le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le Général Kafougouna Koné, ancien chef d'état major de Moussa Traoré, est la figure. Sur cette période, comme le souligne Gilles Holder "la décentralisation opérera sous l'angle de la "décharge" de l'Etat et entraînera un effet démultiplicateur du régime de corruption en accentuant les inégalités par une redistribution restreinte" (2013, p.143).

Dans le même temps, la société locale malienne, des élus aux associations de ressortissants (par exemple pour la Région de Kayes), fait montre d'une implication volontaire dans les affaires communales. L'émergence de l'intercommunalité dès 1999 et son renforcement jusqu'en 2006, à la veille de la promulgation du décret sur l'"intercollectivité", peut être lue comme une réponse à la "crise" de la décentralisation. De cette manière, la dynamique de la décentralisation se prolonge, du fait des collectivités elles-mêmes, elle se poursuit par le bas, voire même en dehors de l'Etat. Ce dernier n'est plus le garant d'une réforme de portée nationale puisque, d'un côté des initiatives locales qui s'inscrivent dans le champ du développement local et du projet de territoire (en faisant appel à la coopération décentralisée et au co-développement dans les régions de migration internationale) se multiplient et, de l'autre, des dispositifs techniques enferment la décentralisation dans un registre fonctionnaliste.

Absent aux siens et absent à lui-même, l'Etat malien perd en légitimité et met en péril l'avenir d'une nation qui trouve refuge dans le système «D» et l'entraide (via les réseaux migratoires). Durant les deux mandats d'ATT (2002-2012), il semble que les objectifs initiaux de la décentralisation, en particulier la restauration de la crédibilité de l'Etat par un partage du pouvoir avec les collectivités, aient été occultés. Cependant, malgré toutes ces difficultés, le désir d'autonomie et de responsabilisation est palpable sur le terrain (avec le "retour" des anciens pays précoloniaux). Ainsi le manque de relais au niveau central renvoie aux limites d'une réforme largement déterminée par les institutions internationales en vue de contourner l'Etat central et ses « travers » (Félix, 1996). La consolidation de l'Etat se

présente comme le point aveugle de la réforme de décentralisation, car à force de le reléguer en arrière plan celui-ci a fini par être vidé de sa substance. En prise avec ces différents contextes qui l'ont malmenée, la décentralisation reste malgré tout une perspective forte pour le Mali dans la phase de reconstruction qui s'amorce à l'heure actuelle. L'enjeu d'un horizon territorial commun passe par une décentralisation renforcée avec, notamment, une régionalisation effective. Il suppose aussi comme le propose Gilles Holder (2013) un travail qui consiste à « redéfinir un autre roman (national) qui mêle plusieurs épopées dont les uns et les autres pourraient être fiers». Encore faudrait-il que les assises politiques de cette refondation par le haut et par le bas acquièrent une légitimité, non seulement issue des urnes, mais surtout basée sur un renouvellement du pouvoir au sein de la société malienne.

Bibliographie

Gilles Holder, 2013, "Un pays musulman en quête d'Etat-nation", *in* Patrick Gonin, Nathalie Kotlok, Marc-Antoine Pérouse de Monclos, 2013, *La tragédie malienne*, Editions Vendémiaire, 352 p.

Stéphanie Lima, 2013, "Un Etat faible, des territoires en devenir", *in* Patrick Gonin, Nathalie Kotlok, Marc-Antoine Pérouse de Monclos, 2013, *La tragédie malienne*, Editions Vendémiaire, 352 p.